Partis politiques suisses: doit-on parler d'extrémisme de droite?

OPINION

Doit-on utiliser la notion d'extrémisme pour qualifier des partis politiques suisses qui participent aux élections et sont représentés au parlement, et parfois même dans des gouvernements, comme dans le cas de l'UDC? Pour répondre à cette question, deux prémisses sont importantes.

En premier lieu, il faut savoir de quoi on parle lorsqu'on désigne une force politique comme «extrémiste». D'une part, l'extrémisme politique s'identifie historiquement à des forces qui visent à bouleverser l'Etat de droit ou les régimes démocratiques existants. D'autre part, de nos jours, dans les régimes démocratiques consolidés, la notion d'extrême droite est également utilisée de manière plus neutre et désigne des forces qui se situent, dans la compétition électorale, aux pôles extrêmes de l'échiquier politique.

A ce flou de la notion d'extrémisme s'ajoute, en deuxième lieu, le fait que si on utilisait cette notion pour des forces politiques qui agissent au sein des institutions démocratiques, on rencontrerait des difficultés à les distinguer de forces ouvertement antidémocratiques. Aujourd'hui, en Suisse comme dans d'autres pays européens, des mouvements nostalgiques du fascisme et du nazisme, marqués par le culte de la violence politique, se font les porte-parole de solutions autoritaires en rupture avec la démocratie libérale.

Que dire alors de partis tels que l'UDC, le MCG et la Ligue des Tessinois, c'est-à-dire de partis qui ne revendiquent pas une rupture avec la démocratie libérale, disposent d'une expérience plus ou moins importante de participation gouvernementale multipartite, mais qui ont exprimé, plus qu'une fois, des propos qu'on a pu dénoncer comme xénophobes ou racistes?

Trois voies sont possibles: la première consiste à affirmer que lorsqu'un parti s'attaque aux immigrants et exprime une hostilité à leur égard, il se qualifie comme un parti d'extrême droite, même si cela n'implique pas une volonté ouverte de remettre en question l'Etat de droit; la deuxième est que le fait de participer au jeu démocratique ne peut nullement être compatible avec une classification extrémiste. Une troisième voie est de ne pas donner une qualification unique et définitive, mais d'adopter une perspective plus nuancée.

OSCAR MAZZOLENI
PROFESSEUR TITULAIRE À L'INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

La force de l'UDC tient aussi à sa capacité de se faire finalement légitimer par les autres partis politiques comme un partenaire parmi d'autres

Cette troisième option suppose que l'on ne cherche pas à qualifier les partis par leur «nature» supposée, mais par ce qu'ils affirment et surtout par ce qu'ils font dans différents contextes. Les partis suisses sont des organisations complexes: ils mènent des campagnes pour les élections locales, cantonales, fédérales; ils prennent, par leurs élus, des décisions dans les parlements et les gouvernements; ils se lancent dans des campagnes référendaires.

Les principaux partis suisses et leurs représentants s'ajustent aux différentes sphères d'action, électorales, parlementaires, gouvernementales, référendaires. Il est en somme difficile d'utiliser une seule et unique définition, surtout s'il s'agit de partis qui participent au gouvernement, notamment au Conseil fédéral, tout en ayant une stratégie oppositionnelle.

L'UDC incarne bien ce caractère composite. Lors des élections fédérales de 2023, l'UDC a développé une campagne électorale largement fondée sur un agenda anti-immigrants. De ce point de vue, la qualification d'extrême droite permet de rendre compte d'une stratégie que l'UDC développe depuis trois décennies, c'est-à-dire de se profiler comme le parti le plus à droite de l'échiquier politico-institutionnel suisse.

Cette stratégie est en continuité avec sa posture national-populiste relayée lors de campagnes sur l'asile, les minarets, l'immigration ou le climat, qui visent à dramatiser les risques pour la «patrie menacée» et pour le bien-être suisse, à cause des méfaits du «centre gauche», des «criminels étrangers», de l'Union européenne ou de milliardaires américains.

Cependant, les qualifications mentionnées sont partielles et ne permettent pas de comprendre une partie du succès de l'UDC et de sa durée depuis vingt ans. L'UDC est aussi un parti conservateur et libéral qui fait partie intégrante de ce qu'on appelle le «bloc bourgeois». Malgré des sensibilités différentes, l'UDC converge, sur plusieurs enjeux, avec des partis qu'il est difficile de qualifier d'extrémistes. C'est surtout un parti qui participe depuis des décennies au gouvernement fédéral (sauf une interruption en 2008) et à plusieurs exécutifs cantonaux, où ses représentants coopèrent durablement avec les élus du Parti libéral-radical du Centre, ainsi qu'avec ceux du Parti socialiste et des Vert·e·s.

La force de l'UDC ne tient pas uniquement à sa capacité d'attirer une partie significative du vote suisse, à ses moyens financiers, certes redoutables, et à ses capacités de mobilisation référendaires. Sa force tient également à la capacité de se faire finalement légitimer par les autres partis politiques suisses comme un partenaire parmi d'autres, y compris par ses adversaires «idéologiques».

Le fait d'être accepté depuis très longtemps dans le jeu politique – au parlement, au gouvernement, par des ententes électorales – explique largement la réticence des représentants des autres partis, mais aussi des médias suisses, à qualifier ce parti «d'extrême droite» ; et ce, malgré plusieurs de ses campagnes électorales et référendaires. Si cette notion devrait toujours être définie lorsqu'on en fait l'usage, elle s'avère néanmoins insuffisante pour qualifier l'UDC, son succès et son rôle dans le système politique suisse. ▬

«Le Temps» reviendra prochainement sur la montée de l'extrême droite en Europe dans toute une série d'articles

La modernisation écologiste doit précéder le changement de la gouvernance

OPINION

L'été 2023 a été le plus chaud que le monde ait connu et le mois d'octobre s'est situé à 3,5 degrés Celsius au-dessus de la moyenne établie depuis 1900. Nous ressentons ainsi les effets du changement climatique, en sus des Alpes défigurées, de l'intensité et la fréquence des fortes précipitations, des crues éclairs et de la sécheresse. La santé de la population est de plus en plus touchée par les pollutions et la durabilité des infrastructures affectée.

Dans ce contexte, Les Vert·e·s ont raison de dire que le climat devrait être représenté au Conseil fédéral. Que notre gouvernance nécessite d'être adaptée à la réalité du multipartisme renforcé au parlement, et ses compétences élargies au vu des nouveaux enjeux, ne fait de doute pour plus personne.

A ce titre, malgré une stabilisation électorale autour des 10% de l'électorat, le 13 décembre a montré que les Vert·e·s étaient isolés. Si leur engagement parlementaire ne vise plus qu'à être une opposition, les écologistes épuiseront l'électorat qui s'en retournera aux partis de gouvernement, comme cela s'est produit dans les cantons où Les Vert·e·s ont poursuivi une telle ligne.

Pour provoquer le changement de gouvernance nécessaire, Les Vert·e·s doivent entreprendre leur aggionamento. Notre volonté devrait être de construire une maison de l'écologie qui influe vraiment sur la modernisation du système politique et des réponses aux défis auxquels nous faisons face.

Il y a d'abord une critique de l'Etat comme solution qui doit réémerger chez Les Vert·e·s car elle constitue un axe indispensable de l'écologie politique que portent aujourd'hui les verts'libéraux (PVL) : les écologistes aiment les coopératives, les initiatives citoyennes et la décentralisation. Ceci s'applique aux politiques publiques bien au-delà de l'environnement et du climat et rendrait la voix écologiste audible et unique, à condition que

FLORIAN IRMINGER
ANCIEN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES VERT·E·S SUISSES

Constituer une maison de l'écologie politique serait plus qu'un parti, une nouvelle façon de faire union

le PVL sache aussi se distancier du «tout à la technologie» et des politiques fiscales de droite empêchant une transition écologique nécessaire dans les domaines de l'énergie, du bâti, de l'agriculture, associé à la protection du vivant.

Ensuite, le discours écologiste contre les discriminations doit être renforcé et constitue un liant entre Les Vert·e·s et le PVL. Au profit de théories anglo-saxonnes sur le wokisme, Les Vert·e·s sont devenu·e·s inaudibles sur l'égalité entre femmes et hommes et la promotion des droits humains pour toutes et pour tous, y compris les personnes réfugiées. L'écologie doit être synonyme pour la population de l'émancipation individuelle et de la lutte contre les discriminations qui concernent le quotidien des citoyennes et citoyens.

Pour les écologistes, se présente enfin l'opportunité de remettre en leur cœur l'action locale avec la pensée globale. La Suisse a besoin d'une vigoureuse force politique capable de porter la politique européenne et une politique étrangère fondée sur les valeurs, domaines dans lesquels le PVL et Les Vert·e·s se retrouvent parfaitement. Pour Les Vert·e·s, il s'agira aussi d'aligner leur politique de solidarité internationale et leur appréciation du rôle de l'armée. Là aussi, les écologistes peuvent porter une réforme tant nécessaire, pour passer d'une défense nationale définie par les besoins du XXe siècle à une politique de neutralité armée axée sur la préservation de la stabilité internationale, dont font partie les missions de maintien de la paix et les interventions internationales de protection de la population.

Chemin faisant, ce sera l'occasion de réfléchir à la constitution d'une maison de l'écologie politique, plus qu'un parti, une nouvelle façon de faire union pour mettre l'écologie au cœur du débat public. Cette dernière doit servir à mener ces débats programmatiques, afin de générer un pôle d'attraction, offrant un nouvel espoir et mobilisant de nouvelles forces. C'est cette dynamique-là qui permettra de briser le «cartel du pouvoir», dont le Parti socialiste se fait le défenseur au détriment de l'écologie.

Bref, face à l'urgence climatique et à la perte de la biodiversité en Suisse, face à l'isolement de la Suisse en Europe, risque renforcé par le rapport de force qu'installent les syndicats, face aux attaques à la protection des droits humains, de l'égalité entre femmes et hommes, ainsi que l'explosion de l'antisémitisme dans notre pays depuis le 7 octobre, nous nous devons de créer un pôle écologiste, humaniste, ouvert sur le monde. Nous, écologistes, verts et libéraux, avons en commun aussi, de croire en la démocratie et de pouvoir débattre de nos différences. ▬

Florian Irminger est aussi fondateur et président du Progress & Change Action Lab ▬

A quoi bon les études littéraires?

OPINION

CONTRIBUTION COLLECTIVE

Lettre ouverte à celles et ceux qui doutent encore que les études littéraires servent à quelque chose…

«A quoi sert ce que tu fais?» ; «Tu es vraiment payé pour ça? » ; «Tu passes vraiment toute ta journée à lire? » Face à ces questions récurrentes, pourquoi ne cesse-t-on de nous renvoyer au sentiment qu'étudier la littérature serait vain? Il ne manque pourtant pas de témoignages rappelant à quel point elle peut s'avérer nécessaire: «Les enseignants m'ont fait découvrir la littérature, et la littérature m'a sauvé la vie», déclarait récemment avec conviction le rappeur Abd al Malik sur le plateau de *La Grande Librairie*.

Or ces questions pourraient paraître banales si elles ne s'inscrivaient dans un air du temps symptomatique. La pertinence de la transmission et de la recherche en littérature est aujourd'hui remise en cause par une partie des instances économiques et politiques, invoquant un ésotérique pragmatisme, ainsi que la nécessité de s'adapter au monde tel qu'il serait censé évoluer. Dans le contexte anglo-saxon, certains diplômes de sciences humaines sont dorénavant qualifiés avec mépris de *Mickey Mouse degrees*. Parce qu'elles remettent en cause nos pratiques et notre domaine d'études, nous prenons ces critiques au sérieux. Admettons un instant que l'activité visant à saisir et transmettre les enjeux d'une œuvre littéraire soit fondamentalement vaine. Dans ce monde-là, les œuvres continuent de circuler, mais elles ne sont inscrites ni dans le temps ni dans l'espace, et leurs esthétiques passent à la trappe. Elles sont *likées* ou détestées, à partir de réactions subjectives et spontanées. Tout est narratif, donc plus rien ne l'est: peu importe qui dit quoi ou dans quel contexte, les mots sont des signifiants creux, au mieux des «messages», univoques et essentiellement publicitaires.

Une société qui oublie de donner de la valeur ou de l'utilité à ce qui n'est pas immédiatement commercialisable se nécrose. Nous refusons ce monde-là, radicalement, en défendant la recherche et la transmission en littérature comme des domaines essentiels à la vitalité démocratique d'un monde sans cesse plus polarisé. Comprendre, repérer, commenter le fonctionnement d'un texte, c'est toujours, en retour, appréhender un monde possible. Une telle lecture augmentée permet de l'ancrer dans des contextes et d'en saisir la polysémie. Nos outils, sans cesse repensés et réactualisés, sont appliqués de longue date à plusieurs types de discours médiatiques, journalistiques, politiques, etc., car transposables à l'ensemble des discours sociaux; l'étude du texte littéraire est partenaire des autres modes de communication et demeure un espace privilégié pour saisir le fonctionnement du langage lui-même. De fait, les récits verbaux sont les plus anciens et les plus libres pour l'expérimentation; ce sont aussi les plus facilement enseignables.

Trois ans après la fin de leur cursus, plus de 95% des alumni sont actifs dans de très nombreux domaines professionnels

Les diplômés de la Faculté des lettres ont le taux d'employabilité le plus élevé de l'Université de Lausanne. Trois ans après la fin de leur cursus, plus de 95% des alumni sont actifs dans de très nombreux domaines professionnels. L'étude de la littérature n'est donc pas un privilège d'esthètes hors du monde. Contre l'entre-soi et les tentatives de replis identitaires, la transmission de la littérature ouvre des espaces de dialogue, entre des auteurs et des lecteurs, entre des étudiants et des enseignants. En s'interrogeant sur sa motivation initiale à étudier la littérature, le chercheur William Marx faisait en 2020 le constat suivant: «A la différence des autres domaines, l'amour de la littérature est sans doute le moteur premier des études littéraires. On n'étudie pas le cancer ou les atrocités de la Seconde Guerre mondiale pour les mêmes raisons, et cette motivation singulière suffit à mettre à part des autres sciences celle de la littérature comme celle des arts en général.» Ce qui justifie notre amour de la littérature est certainement notre désir d'engager et de poursuivre ce dialogue. La possibilité de faire cause commune grâce à nos différences. Pour toutes ces raisons, oui, lire et étudier la littérature, aujourd'hui plus que jamais, sert à quelque chose. ▬

Cette tribune a été rédigée par les participants à la journée d'études «Le devenir des études en littérature au défi d'une transmission intermédiale?», dans le cadre de la Conférence universitaire de Suisse occidentale (CUSO), Université de Lausanne, le 3 novembre 2023.